



Presse Internationale

mensuel – n°60 – juillet-août 2008 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles



Comme en 2000,
défendre le pouvoir d'achat p. 3

Sans-papiers :

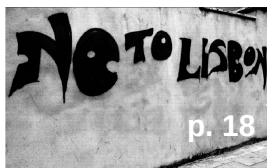
L'accord du gouvernement
contre les sans-papiers p.6

Aussi dans ce numéro :

Les syndicats doivent organiser la lutte pour le pouvoir d'achat ! p.2

NON à la Directive des 65 heures ! p.17

NON à la loi antiterroriste ! p.20



p. 18

Etats-Unis :

Barack Obama : p.8

un « nouveau visage »
pour le « vieil » impérialisme

Une renaissance des luttes
en Californie p.15



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Les syndicats doivent organiser la lutte pour le pouvoir d'achat !

Dans le sillage de la crise des subprimes, le prix du baril de pétrole atteint des niveaux record. L'inflation dans notre pays atteint 5,8% en juin, au plus haut depuis 1984 !

De plus en plus de travailleurs ont difficile à boucler leur fin de mois: Un belge sur cinq ne parvient plus à payer son logement alors que 14,7% d'entre nous vivent sous le seuil de pauvreté.

Pourtant les patrons, eux, n'ont pas de problèmes de pouvoir d'achat, étant protégés par des réductions de « charges sociales » et autres avantages qui leur permettent d'enregistrer un bénéfice en augmentation de 14% en moyenne en 2007.

On veut nous faire croire qu'il s'agit d'une « crise » sans autre responsable qu'une anonyme hausse du prix du baril, alors que c'est par leur soif de profits que les capitalistes font payer leur crise sur notre dos. C'est ainsi que la directive européenne veut nous faire travailler jusqu'à 65h par semaine, bref faire régresser nos droits au niveau du 19ème siècle !

Face à cette situation, le gouvernement entretient les querelles communautaires et dit qu'il n'a pas de marges pour du social. Mais il y a de l'argent pour envoyer des F-16 en Afghanistan et faire des cadeaux aux patrons avec les intérêts notionnels, les accords all-in et les « diminutions de charges ».

Face à ces bavardages au 16 Rue de la Loi, les travailleurs ne se laissent plus mener en bateau. Début juin, plus de 100.000 manifestants, à travers tout le pays, sont descendus dans les rues pour exiger une hausse de leur pouvoir d'achat. Le mécontentement se traduit depuis janvier par des grèves dans le secteur de l'automobile, du métal, dans la fonction publique ou dans le secteur de la santé.

Nous saluons cette combativité et appelons à poursuivre le mouvement, pour exiger que ce soient les patrons qui payent leur crise. Contrairement à la croyance que le gouvernement ne peut rien faire pour améliorer notre pouvoir d'achat, une première exigence doit être que la hausse du prix du baril soit prise en compte dans les salaires. Le pétrole doit reprendre sa place dans le calcul de l'indexation des salaires !

Les directions syndicales nous donnent « rendez-vous en septembre ». Il est temps de cesser de canaliser toutes nos luttes vers des négociations « responsables », de demander tout au plus d'être convoqué à la table des patrons et de négocier quelques mesureries portant sur des bouts de chandelles.

Nous devons exiger que nos directions syndicales dépassent le niveau de manifs ponctuelles et/ou isolées et appellent à des assemblées sur nos lieux de travail, dans tout le pays, pour décider d'un plan de lutte. Un mouvement national soutenu par des grèves dans les secteurs lourd de l'économie, voilà ce qui va réellement faire trembler le gouvernement. Un mouvement qui prépare, dans les mobilisations, une grève générale.

Non aux accords all-in et autres subterfuges pour faire baisser notre pouvoir d'achat !

Non aux cadeaux aux patrons !

Remboursement de toutes les réductions de charges !

Blocage des loyers!

Augmentation substantielle des allocations sociales, des pensions et des salaires !

Le pétrole dans l'index !

Les syndicats doivent préparer à la base la grève générale!

Le pétrole dans l'index

Le mercredi 18 juin, l'Union Professionnelle des Transporteurs Routiers (UPTR) a appelé ses membres à manifester pour exiger des compensations suite à la hausse des prix pétroliers, qui s'approchaient de 140 dollars le baril. Les agriculteurs et les compagnies de taxi ont emboîté le pas. Résultat : 173 camions, 600 tracteurs et des centaines de taxis ont pratiquement bloqué la circulation dans les rues de Bruxelles, tous concernés par la hausse des prix pétroliers.

Les seuls concernés ? Tous concernés de la même façon ?

Les camionneurs

L'UPTR représente surtout les petites entreprises. En Belgique, 40% des transporteurs ne disposent que d'un seul camion, 35% en ont deux. On y retrouve le travailleur qui s'est laissé convaincre par le discours libéral qu'il peut aussi devenir « son propre patron » et qui a acheté son camion. Il travaille maintenant en sous-traitance pour un des gros transporteurs.

Ces derniers sont surtout présents dans l'autre organisation patronale, la Febetra, qui s'est « *opposée à toute action musclée en privilégiant le dialogue* ». Pour la Febetra, la répercussion de ces coûts sur les clients est, en gestionnaire responsable, le seul réflexe logique. « *La Febetra continue à encourager les transporteurs à exiger des adaptations tarifaires, à larguer les clients non rentables et à dire carrément NON aux clients qui exigent, façon de parler, une call girl de luxe pour le prix de la petite prostituée du coin.* »¹ Une des façons de « répercuter ces coûts » pour ces transporteurs de luxe est d'appliquer une « surcharge mazout » qui peut aller de 5% à 7% de la facture finale. Par contre, aucune surcharge n'est tolérée venant du petit patron sous-traitant du coin, qui restera maintenant 10 heures par jour derrière son volant afin de « rester compétitif », étant donné qu'entre-temps, le gros transporteur a déjà installé sa filiale dans un pays de l'Est, qui se chargera du transport international sur les mêmes routes que notre petit camionneur mais avec des chauffeurs payés en Roumanie au salaire de la Roumanie.

Entre-temps, tous ces patrons sont d'accord pour se plaindre que « *les deux sauts d'index pour le salaire des chauffeurs que nous avons*

connus cette année n'ont rien arrangé ». ² Ce chauffeur, n'est-il pas concerné lui aussi, comme tous les travailleurs, par la hausse des prix pétroliers que le transporteur a « répercuté sur ses clients » ? Ou doit-il se sacrifier... pour que l'entreprise de son patron ou de son donneur d'ordre « reste compétitive » ?.

Il y a huit ans

Cette « Manifestation » en rappelle une autre. Le 22 août 2000, quand le baril de pétrole avait atteint... 30 dollars, l'UPTR appelle à une manifestation pour le dimanche 10 septembre, appel rejoint à cette occasion par les deux autres organisations du transport routier (Febetra et SAV), ainsi que par la Fédération Belge des autocars et autobus et par le Groupement national des entreprises de taxis. Près de 2000 camions se sont rassemblés à Bruxelles pour exiger un « carburant professionnel » (moins taxé, un avantage dont jouissaient déjà à l'époque les agriculteurs en France). Les camions devaient rentrer chez eux le soir même, mais lorsque le ministre des finances de l'époque leur dit qu'il n'y aurait pas de carburant professionnel, les chauffeurs décident de rester. Ce ne sera que le jeudi, que Febetra et SAV parviennent à convaincre leurs affiliés de lever le blocus, suivis finalement par les camionneurs de l'UPTR le vendredi soir. Le gouvernement a finalement fait la concession que... les transporteurs pouvaient répercuter la hausse du prix des carburants sur les clients, avec une clause d'indexation obligatoire.

A cette occasion, comme aujourd'hui, les travailleurs étaient plutôt préoccupés par le prix du mazout de chauffage et la répercussion des prix pétroliers sur leur pouvoir d'achat.

Un mouvement grandissant

Après l'annonce de la mobilisation des camionneurs, les travailleurs ont commencé « leur » mobilisation. Le mardi 5 septembre à Liège, quelques 300 militants de la FGTB et de la CSC se sont retrouvés devant les portes du port pétrolier de Wandre. Ils venaient de Cocquerill, de la FN, de l'enseignement, des GB, et ils étaient accompagnés de chômeurs et de pensionnés. Le 8 septembre, des militants de la FGTB bloquent l'usine pétrochimique de TotalFinaElf à Feluy.

La première revendication concernait le prix du mazout de chauffage et très vite la lutte s'est orientée autour de quelques mots d'ordre bien précis, et en premier lieu pour la réintégration des produits pétroliers dans le calcul de l'indexation des salaires.

La direction des syndicats commence à s'inquiéter. Nollet (FGTB) manifeste sa peur du « désordre social » : « *Il est temps que le patronat descende de son balcon, sinon, je ne donne pas cher du désordre social qui pourrait poindre dans les semaines à venir.* »³

Entre-temps, la direction régionale wallonne de la FGTB (Urbain Destrée) avait mis sur la table le problème de l'index santé. Au point critique du blocus des camionneurs (le jeudi 14 septembre), les travailleurs de Caterpillar et d'autres métallos bloquent le ring de Charleroi. On débraye dans de nombreuses entreprises wallonnes : FN, Sonaca, Cocquerill Sambre, Continental, Prayon, Splintex, Glaverbel, Techspace, Ti-Group, Caterpillar, Wagon Automotive, etc. Le lundi 19 septembre, les camions ne bloquent plus les routes, mais les métallos CSC de Liège font une grève de 24 h et la FGTB

l'avant-midi, avec une manifestation de plus de 5.000 travailleurs où le mot d'ordre central est *Le pétrole dans l'index* !. Le 20 septembre, 1.500 affiliés de la FGTT wallonne se sont invités chez Albert Frère et sa Compagnie Nationale à Portefeuilles, en fait, le principal actionnaire de TotalFinaElf. Le lundi 25 septembre, il y a une grève à la Poste contre la restructuration (suppression de 10 mille emplois), chez Belgacom (FGTT) et chez Biac (l'entreprise qui gère l'aéroport de Zaventem). Le 28 septembre la CGSP-ARL fait grève dans toute la Wallonie.

A peine les camions rentrés chez eux le vendredi 15 septembre, les dirigeants de la FGTT et de la CSC étaient reçus d'urgence par le premier ministre. Les directions nationale et flamande de la FGTT parviennent à convaincre Destré de rentrer dans les rangs. Finalement, la FGTT et la CSC annoncent une manifestation en front commun le 3 octobre en défense du pouvoir d'achat « pour faire entendre nos voix ». Mais la réintégration du pétrole dans l'index ne pouvait être réclamé parce que cela « *serait susceptible de rallumer l'inflation* » et « *de mettre à mal le budget de l'État* ». Ils poussent même le cynisme au point de refuser l'exigence du pétrole dans l'index sous le couvert de... défendre l'index ! « *On ne peut mettre l'index sur la table au risque de le voir démantelé par les patrons, le gouvernement, l'Europe.* »⁴

Toutefois, les travailleurs de FN, Cockerill-Sambre, Fafer - Usinor, Sonaca, CMI, Caterpillar, et autres métaux ne l'entendaient pas de cette façon et profitent de la mobilisation du 3 octobre au Cinquanteaire pour exiger, eux, « *le pétrole dans l'index* », avec des tracts et des calicots improvisés réclamant la mesure.

Et maintenant...

Aujourd'hui comme en 2000, les mobilisations se succèdent en défense du pouvoir d'achat. La première semaine de juin, quelques 100 mille personnes ont envahi les rues de différentes villes. Le jeudi à Bruxelles, les syndicats préoyaient

L'index « santé »

L'indexation automatique des salaires selon le prix des marchandises est une conquête historique de la classe ouvrière dont les origines remontent en Belgique jusqu'en 1920. Actuellement, les patrons et leur gouvernement se déclarent en général favorable au maintien de ce système, mais... « cela ne doit pas empêcher de réduire les coûts salariaux ». A cet effet, on réduit les « charges patronales » pour la sécurité sociale et les pensions, sans incidence sur l'indexation. Et à différentes occasions, on « saute » une application de l'indexation. D'autre part, le calcul de l'index ne reflète pas les dépenses réelles des ménages plus pauvres. Le loyer, par exemple, n'y figure que pour 6%, alors qu'il représente au moins 25%, par exemple dans les logements sociaux.

Finalement, en 1993, après la défaite des grandes luttes contre le « plan global », le gouvernement, avec la complicité des directions syndicales, a retiré certains produits du calcul de l'index comme le tabac et l'alcool, sous le couvert de sa nuisance à la santé (le nouvel index s'appelle « Index Santé »), et aussi un produit « polluant » qui a connu par la suite une hausse de prix spectaculaire : le pétrole. De ce fait, le pouvoir d'achat n'est plus sauvegardé par l'indexation des salaires. Depuis lors, la lutte pour le retour à un index vraiment représentatif des dépenses des ménages a continué.

2.000 personnes et il y en a eu plus de trois fois plus, sous la pluie. Les mobilisations dans différentes entreprises se multiplient. Les travailleurs des services publics ne cessent de se faire entendre.

Entre-temps, les directions syndicales ne cessent de s'efforcer de canaliser et contrôler le mouvement au lieu d'organiser sur les lieux de travail un plan national de lutte. L'appel pour une nouvelle mobilisation, le lundi 30 juin, en témoigne. Il s'agit d'une « Piqûre de rappel » réservée aux membres de l'appareil syndical (« 1000 participants » convoqués), étant donné que pour ce rassemblement un lundi matin, « *les participants à l'action ne seront pas considérés comme grévistes et il n'y aura donc pas de versement d'indemnité de grève* ».⁵ Pour le syndicat socialiste, l'action a consisté à rencontrer le président de la Fédération du Pétrole.

A part quelques généralités (Maintenir et renforcer la solidarité, Pour une fiscalité « équitable »), les exigences se limitent à demander de baisser la TVA sur l'énergie de 21% à 6% - une différence que les vendeurs d'énergie ne tarderont pas beaucoup à encaisser, étant donné qu'aucune fixation des prix n'est prévue - ainsi qu'un remboursement de frais de transport pour se rendre

au travail. Il n'envisage nullement d'attaquer sérieusement la perte de pouvoir d'achat, en restaurant une indexation réelle des salaires, à commencer par remettre le pétrole dans l'index, et en récupérant tous ce qu'on a perdu ces dernières années afin de garantir de somptueux bénéfices aux patrons.

Les syndicats doivent cesser de jouer le jeu du gouvernement et des patrons avec des déclarations solennelles et autres « piqûres », et **convoquer des assemblées de base pour décider démocratiquement d'un plan national de lutte** afin d'imposer au gouvernement des mesures pour préserver notre pouvoir d'achat, et en particulier, de le protéger contre l'inflation moyennant une indexation correcte des salaires, à commencer par le retour du pétrole dans l'index. **Cette mobilisation de tous les travailleurs, dans les usines et autres lieux de travail, doit préparer une grève générale afin de renforcer de façon décisive la pression sur les patrons et leur gouvernement.**

¹ La Dernière Heure 12.06.2008

² Le Soir 18.06.2008

³ Le Soir 06.09.2000

⁴ Josly Piette, Le Soir 20/09/00

⁵ Circulaire aux militants FGTT

Belgian go home !

Le premier weekend de juillet, le Ministère de la guerre (appelé maintenant pudiquement Ministère de la Défense) a organisé une journée de charme pour l'armée, avec des enfants occupant la place du pilote dans un F16, ces avions envoyés en Afghanistan en 2005 pour... « superviser des élections ». Entre-temps, on sait maintenant que ces mêmes avions auront une tâche bien plus adaptée à leurs capacités techniques : aller bombarder le peuple afghan.

Nombre de soldats belges engagés à l'étranger (sans compter 35 soldats occupant des « représentations », comme ce seul homme en Allemagne, par exemple) :

Afghanistan	364
Liban	362
Kosovo	203
Tchad	88
RDC	77

Selon le Ministre de la « Défense », Pieter De Crem, la Belgique veut faire partie de la Coopération structurée permanente de l'Union, prévue par le Traité de Lisbonne. Que ce traité ait fait naufrage par le NON irlandais ne gêne pas trop le ministre. De toute façon, l'engagement de la Belgique envers l'OTAN est confirmé. C'est dans ce sens que les troupes belges doivent aussi participer aux vrais combats.

« La Belgique entend être un partenaire responsable et fiable pour ses alliés. [...] L'opinion publique des pays qui assument pleinement leur responsabilité ne peut admettre que certaines nations se limitent à des opérations moins risquées. Ce manque de solidarité sape les fondements patiemment établis du principe de la "responsabilité de protéger" la communauté internationale. [...] Au cours des dernières années, la Défense s'est trop fortement concentrée sur la conduite d'opérations dans un

Une scission de l'armée ?

La rage séparatiste a même envahi récemment le monde du football. Bien plus inquiétant toutefois est le fait que la scission de l'impôt sur les personnes et du « marché » de l'emploi serait dans le collimateur. Va-t-on vraiment vers une scission de tout ?

En tout cas, une institution y résiste franchement : l'armée. Quand il s'agit des intérêts suprêmes de la grande bourgeoisie, d'être « un partenaire responsable et fiable des alliés », « nos » ministres s'accrochent bel et bien à l'Union sacrée de la Patrie.

Texte

« Il est de notre devoir de porter assistance aux citoyens de notre monde, quel que soit l'endroit où ils sont nés. »

Pieter De Crem et Karel De Gucht - Le Soir 02.07.2008

Que les sans-papiers ne s'y méprennent pas, ce n'est pas à eux que « nos » ministres s'adressent ! C'est aux « citoyens » afghans, auxquels ils prétendent « porter assistance »...

environnement relativement sûr. »¹

Les F16 ne se limiteront donc plus à superviser des élections, mais entreront en combat, afin de « protéger la communauté internationale », comme fait Bush en Irak.

Face à cette escalade, le mouvement pacifiste et diverses organisations ont lancé une pétition et appellent à une mobilisation le jeudi 28 août.

La pétition demande à la Belgique de :

- ne pas déployer de F-16 en Afghanistan,
- ne pas étendre son engagement dans la mission de l'OTAN,
- soutenir une stratégie de sortie crédible à court terme,
- réorienter sa contribution au bien-être, à la stabilité et la sécurité en Afghanistan par des voies non militaires,
- mener le présent débat au parlement et permettre à divers acteurs sociaux de faire entendre leur voix.

Nous soutenons évidemment toute action qui s'oppose de l'une ou l'autre façon à l'engagement militaire de la Belgique en Afghanistan. Et nous sommes d'accord avec les promoteurs que « Cette guerre, malgré son mandat de l'ONU, est dirigée entièrement par les Etats-Unis ». Cela démontre d'ailleurs le rôle de l'ONU, ce « repaire de brigands » comme disait Lénine.

Mais nous tenons quand même à formuler quelques réserves. « Ne pas étendre l'engagement » : faut-il le maintenir à son niveau actuel, rester à Kaboul ? Comment prétend-on maintenir en Afghanistan une contribution à la sécurité par des voies non militaires ? En menant le débat au Parlement, oublie-t-on que c'est ce parlement qui a voté l'engagement de nos troupes dans cette guerre ? Pour nous, il n'y a qu'une exigence :

Retrait immédiat de toutes les troupes belges de l'Afghanistan.

¹ Le Soir 26.06.2008

L'accord « all-in » dans la pratique

Depuis plusieurs années, un accord « all-in » (« tout compris ») est conclu dans le secteur de la Construction, c'est-à-dire qu'un plafond est fixé pour toute augmentation salariale, quel qu'en soit l'origine ou le motif. Selon le dernier accord all-in, il était prévu que les salaires allaient augmenter de 5% entre le 1er janvier 2007 et le 31 décembre 2008 quel que soit l'index. Une dernière augmentation selon l'index fait atteindre cette limite en juillet, après quoi les salaires seront bloqués jusqu'à la fin de l'année. Sans cet accord all-in, les salaires devraient atteindre une adaptation estimée à 6,61%. Les travailleurs perdront donc 1,61% de salaires !

L'accord du gouvernement, un accord favorable aux sans-papiers ?

Ce dimanche 29 juin, plusieurs centaines de personnes s'étaient rassemblées sur la place Sainte-Catherine à l'appel de FAM, CIRE, FGTB, CSC, UDEP, CSLP et des avocats sympathisants, pour exiger l'application de l'accord du gouvernement sur l'immigration et une circulaire définissant des critères clairs de régularisation.

Le rassemblement...

De l'avis de nombreux manifestants, le rassemblement de dimanche ressemblait plus à une fête qu'à une manifestation comme annoncé sur l'affiche. Des discours du CIRE, ainsi que de différentes organisations, étaient entrecoupés de groupes musicaux, jusqu'à terminer par l'apprentissage d'une chorégraphie :

la « Turtle dance », du nom de la ministre de l'asile et des migrations, Anemie Turtelboom. C'était plutôt un rassemblement festif, qui a finalement mobilisé assez peu de monde.

Toute mobilisation est importante contre la politique du gouvernement envers les sans-papiers. Il est important de rester mobilisés pour dénoncer le silence criminel du gouvernement face aux grèves de la faim, contre les centres fermés, pour la fin des expulsions,... Mais la faible mobilisation reflète la dispersion et l'état de désorganisation du mouvement des sans-papiers. On est loin des 15.000 personnes dans la rue, il y a à peine deux ans, à l'appel de l'UDEP, encore structurée au niveau national.

... et les revendications

Le FAM et les syndicats ont organisé cette manifestation avec les revendications suivantes : l'application de l'accord du gouvernement sur l'immigration et une circulaire définissant des critères clairs de régularisation. Nous sommes entièrement d'accord d'exiger que le gouvernement régularise massivement les sans-papiers, même si ce

n'est pas immédiatement tous les sans-papiers, car chaque régularisation est une victoire. Mais nous ne pensons pas que le gouvernement va définir des critères larges favorables aux sans-papiers. Bien, au contraire, il va réduire les possibilités de régularisation des sans-papiers qu'il juge « inutiles » et favoriser l'exploitation en les obligeant à accepter la volonté de l'employeur pour



accéder à des papiers... provisoires. Ainsi « le Gouvernement introduit à court terme la possibilité d'une immigration économique »¹, ou plutôt « choisie », dont les critères seront définis par

l'Union Européenne. En effet, avec l'entrée en vigueur de la « carte bleue »² au niveau européen, l'obtention d'un permis de séjour ainsi que la durée de séjour dépendent de la pénurie de main d'œuvre dans certains secteurs de l'économie ; et quand le travail à faire est terminé, le travailleur est renvoyé dans son pays d'origine. Selon l'accord : « Le Gouvernement harmonisera les conditions relatives au regroupement familial (...), opte pour une politique de régularisation sur une base individuelle(...), mènera une politique de retour et d'éloignement effective à l'égard des étrangers qui n'auront pas obtenu de permis de séjour. »

D'autre part, la Note politique de la ministre d'asile et de migration (21 avril 2008) précise l'application de cet accord.

« Harmoniser » les conditions du regroupement familial, cela veut dire qu'il y aura des conditions en plus comme « l'existence de moyens d'existence durables, suffisants et réguliers », ainsi qu'un « logement adapté » et une assurance maladie pour celui qui veut faire venir sa famille. Concernant les expulsions, la note précise que « le gouvernement intensifiera de nouveau sa politique afin d'augmenter le nombre de retours », notamment en « organisant des vols sécurisés [qui] restent nécessaires pour le rapatriement d'étrangers récalcitrants ou violents. » !

Finalement, concernant les centres fermés, demander l'application de l'accord du gouvernement, c'est accepter la logique « d'humanisation » des centres fermés et la construction de nouvelles places, notamment destinées aux familles.

Aucune confiance au gouvernement

Nous ne pensons pas que la majorité des personnes présentes à la manifestation souhaitaient l'application réelle du contenu de cet « accord ». Au contraire. C'est pourquoi nous pensons que les organisations

Sans-papiers au travail : Témoignages anonymes

Un **Documentaire** « Sans-papiers au travail - Témoignages anonymes » (45 min.), réalisé avec des sans-papiers de Belgique, est maintenant disponible pour animer des débats sur le thème. Pour organiser une rencontre et la projection de ce film, vous pouvez prendre contact avec

classproduction@gmail.com

de sans-papiers, les syndicats et tous les progressistes doivent critiquer la politique du CIRE et du FAM et s'en distancier ouvertement. Cette politique, en exigeant l'application de l'accord, ne fait que préparer le terrain pour l'application de mesures

répressives au lieu de lutter frontalement contre elles. Nous devons, au contraire, nous mobiliser contre ce gouvernement et ses accords contre les sans-papiers, pour la libération de nos camarades détenus en centres fermés et contre l'existence

même de ces centres !

¹ L'accord du gouvernement du 18 mars 2008 est publié sur www.premier.be/

² Voir PI 53 - novembre 2007

**Pour l'abrogation de l'accord du gouvernement !
Permis de travail illimité pour tous !
Arrêt des expulsions ! Suppression des centres fermés !
Régularisation de tous les sans papiers !**

Grève de la faim : une victoire

Le 2 juillet, après 56 jours de grève de la faim, les 160 sans-papiers occupant l'église du Béguinage ont finalement obtenu la promesse d'un permis de séjour de 9 mois, ainsi qu'un permis de travail C. Leur permis de séjour pourrait être renouvelé à condition de trouver un emploi.

Nous saluons le courage et la détermination de nos camarades sans-papiers. La grève de la faim a gravement endommagé leur santé et **nous condamnons le gouvernement pour cela**. La politique du gouvernement est criminelle. Face à la grève de la faim du Béguinage, le gouvernement a attendu 56 jours, un long calvaire ayant des conséquences irréversibles sur l'état de santé des grévistes, avant de faire une proposition plus ou moins satisfaisante. C'est inacceptable ! Précédemment, le gouvernement avait fait la proposition d'un permis de séjour précaire de trois mois, immédiatement refusée par les grévistes. La prochaine fois, faudra-t-il un mort pour obtenir plus qu'un permis de séjour de 9 mois ?

Les grévistes de la faim du Béguinage ont réussi à arracher une petite victoire. Mais le combat doit continuer car ce ne sont que des promesses et il faudra donc se

battre pour qu'elles se réalisent concrètement et rapidement. Suite à cette victoire les ex-grévistes de Forest ont repris leur grève de la faim et les occupants de l'ULB ainsi que de la maison de l'Amérique Latine ont entamé une grève de la faim et de la soif. Tous exigent le même traitement que ceux du Béguinage et mettent ouvertement leur vie en danger. **Nous soutenons ces camarades dans leur combat pour obtenir un titre de séjour mais nous pensons qu'il est urgent de dépasser la logique des grèves de la faim et de faire bouger le gouvernement sans avoir à mettre sa santé en péril.** Car le combat sera de longue haleine et demandera de l'énergie et des forces pour aller vers **une mobilisation bien plus ample, surtout avec les travailleurs avec papiers**, comme nous montrent des camarades en France.

Régularisation immédiate et permis de travail illimité pour tous les sans papiers !

France : grève de travailleurs avec et sans papiers

Depuis février, deux vagues de grèves de travailleurs sans papiers ont été lancées par la CGT en France. Ils se sont d'abord mis en grève pour protester contre leur licenciement ou exiger le paiement de leur salaire. Et ces travailleurs en lutte réclament leur régularisation : « *On bosse ici, on vit ici, on reste ici* » ! Grâce à cette lutte, depuis le 20 mai 2008, 400 régularisations ont déjà été arrachées !

Nous saluons ces victoires de nos camarades travailleurs sans papiers et des syndicalistes français solidaires.

L'intervention intégrale de Raymond Chauveau, secrétaire général de l'Union Locale de la CGT à Massy, invité par le MOC de Bruxelles le 17 mai 2008 pour parler de ces grèves, se trouve sur notre site internet : www.lct-cwb.be

Cela démontre que, grâce à la force des méthodes de lutte de notre classe, la grève, c'est-à-dire l'arrêt de la production, nous pouvons faire plier le patronat et son gouvernement.

En Belgique, bien que la situation ne soit pas la même - il y a presque uniquement du travail clandestin sans contrat - nous appelons cependant les militants du mouvement des sans-papiers ainsi que les syndicats à discuter de la manière d'organiser concrètement la lutte des travailleurs sans papiers avec leurs camarades de travail avec papiers. C'est ensemble que nous pourrions obtenir des victoires !

Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs !



Nous publions ici la traduction du n°140 - juin 2008 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. A voir sur www.litci.org

Barack Obama: un « nouveau visage » pour le « vieil » impérialisme



Le triomphe du sénateur Barack Obama lors des élections primaires du Parti Démocrate est un fait sans précédent dans l'histoire des Etats-Unis : pour la première fois, il y aura un candidat noir dans les élections présidentielles en représentation d'un des deux grands partis. Qui plus est, les enquêtes indiquent qu'il a beaucoup de possibilités de vaincre son opposé républicain, John McCain.

Le fait qu'un jeune politicien noir, fils d'un immigrant africain musulman, puisse devenir le premier président noir du pays, était quelque chose d'absolument inimaginable il y a seulement quelques années, si ce n'est dans une série de télévision comme 24 heures. C'est donc logique que cela produise un grand impact aux Etats-Unis et partout dans le monde, ainsi que beaucoup de confusion, y compris dans certains courants de gauche, comme nous verrons dans cette édition de *Courrier International*.

S'agit-il d'un changement réel, partiel mais important, du système de pouvoir politique de la principale puissance impérialiste mondiale ? Ou, au contraire, d'une simple adaptation

formelle, nécessaire à ce système (un « nouveau visage ») pour faire face dans de meilleures conditions aux graves difficultés de l'impérialisme américain dans le monde et à l'intérieur du pays ?

La LIT-QI affirme clairement qu'il s'agit de la seconde option. Pour le démontrer, nous devons analyser, d'une part, les caractéristiques centrales du système qui a créé une figure comme celle de Barack Obama et, d'autre part, les conditions qui ont rendu nécessaire son possible accès à la présidence du pays.

Le système de bipartisme

Le système politique électoral américain est basé sur l'existence de deux grands partis bourgeois, le Républicain et le Démocrate, qui s'alternent dans la présidence et dans l'opposition parlementaire, selon les circonstances.

Les deux partis présentent des différences politiques et s'appuient sur des bases électorales différentes. Les républicains, d'une part, expriment traditionnellement des positions plus réactionnaires et

s'appuient sur la classe moyenne des villes moyennes et petites, et sur la classe moyenne plus nantie des grandes villes. Les démocrates, d'autre part, expriment des positions plus « libérales » (dans le sens américain du terme) et leur appui électoral provient des travailleurs et de la classe moyenne « libérale » des grandes villes ; de plus, ils accueillent traditionnellement les minorités (noires et latines) et d'autres secteurs discriminés. Par leur poids historique dans

les directions syndicales, les démocrates ont toujours joué le rôle de frein à toute alternative indépendante de la classe ouvrière, sur le terrain électoral. Toutefois, ces dernières années, les différences politiques entre les deux partis ont eu tendance à se diluer de plus en plus, et il existe ainsi une droite démocrate forte, sans grande différence avec les républicains.

Il n'y a cependant aucun doute que et le Républicain et le Démocrate sont, de fond en comble, des

partis de la bourgeoisie impérialiste. Comme preuve, il y a premièrement les quantités fabuleuses d'argent que les grandes entreprises apportent au financement des deux partis et leurs candidats. Dans ce système, aucun politicien n'a de réelles possibilités d'accéder à un poste important sans un soutien financier fort des entreprises, en échange d'un engagement vis-à-vis de son bailleur de fonds. Les données financières -que nous analysons dans un autre article de cette édition- permettent de déduire à quels secteurs de cette bourgeoisie chaque parti est préférentiellement lié : les républicains sont soutenus majoritairement par la chimie pétrolière, les usines automobiles, la construction et l'industrie agroalimentaire, alors que les démocrates sont fortement soutenus par le secteur des finances-assurances, de l'immobilier, de l'éducation et de la santé.

Deuxièmement, cela se voit dans la politique que ces partis appliquent quand ils sont au gouvernement. Une idée fort répandue, et totalement fautive, c'est que les républicains seraient plus guerriers et les démocrates plus pacifistes. La réalité montre une toute autre chose : beaucoup d'interventions militaires et beaucoup de guerres de l'impérialisme américain ont été lancées par des présidents démocrates. Par exemple, c'est John Kennedy qui a initié l'intervention au Vietnam au début des années 60, et qui a promu l'invasion de la Baie de Cochons, contre Cuba ; c'est Harry Truman qui a ordonné de lancer la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki en 1946 ; et l'actuelle guerre en Iraq, bien qu'elle ait été décidée par la politique de George W Bush, a compté avec le soutien parlementaire démocrate. Au moment de défendre les intérêts impérialistes dans le monde, les deux partis finissent par

Le financement des candidats Les affaires sont les affaires

Tout comme dans le reste du monde, aux Etats-Unis la bourgeoisie finance ses partis et candidats. La différence étant que, quand dans d'autres pays ces liens tendent à rester cachés, la législation américaine exige qu'ils soient publics et documentés. Aussi, la page www.opensecrets.org offre un résumé de données financières très intéressantes, classées par branches économiques : quelles entreprises ont apporté le plus, combien a reçu chaque candidat, etc.

De cette façon nous apprenons, par exemple, que jusqu'en mai 2008 « *les éventuels candidats ont reçu plus de 500 millions de dollars, un chiffre record* », distribués de la manière suivante :[§]

Barack Obama :	265.439.277
Hillary Clinton :	214.883.437
John McCain :	96.654.783

En analysant la séquence historique, il est possible de voir comment, entre 2006 et 2008, les donations ont « glissé » des républicains vers les démocrates, et comment les dons faits à Obama ont augmenté jusqu'à se placer en haut du tableau.

Ces données nous permettent aussi de comprendre à quels secteurs bourgeois chaque parti est plus étroitement lié (même si les entreprises ont comme tradition de « ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier »). Conformément aux pourcentages des contributions par parti, les républicains, d'une part, s'appuient davantage sur les entreprises pétrolières (73%), de l'automobile (68%), de la chimie (68%), de la construction (62%) et de l'agroalimentaire (presque 60%). Les démocrates, d'autre part, sont forts dans le secteur de l'éducation (72%) et de la santé (55%), alors que la branche des finances-assurances-biens immobiliers (le plus important bailleur de fonds des différentes campagnes, avec 248 millions donnés), leur a accordé 54%. Parmi les grandes entreprises de ce dernier secteur, la préférence vers les démocrates est claire : Goldman Sachs leur a accordé 73% sur environ 3,7 millions dollars de contributions globales, Citigroup 61% sur 3 millions, et Morgan Chase 64% sur 2,5 millions.

[§] Les contributions ont été plus concentrées pour les démocrates que pour les républicains. Par exemple, parmi ces derniers, celui qui en a reçu le plus est Mitt Romney (presque 105 millions), le maire de New York, Giluni, occupant la troisième place, avec 54 millions.

unifier leur politique.

Qui est Barack Obama?

Une première conclusion, en lisant la biographie de B Obama, c'est qu'il n'a presque pas souffert - ou alors dans un très moindre degré - de la discrimination, la violence et le manque d'occasions dont souffre quotidiennement la majorité des jeunes noirs aux Etats-Unis. Fils d'un émigré du Kenya, qui par la suite est retourné dans son pays, et d'une Améri-

caine, Obama a étudié le droit à la *Columbia University* de New York et à la très exclusive *Harvard Law School*, où il a obtenu un diplôme avec mention *magna cum laude*. Ayant travaillé dans un cabinet d'avocats, il a ensuite déménagé à Chicago où il est nommé professeur à l'Université. Dans cette ville, Obama se met en rapport avec le parti démocrate et commence une carrière politique théorique : en 1996 il est élu au

sénat de l'Etat d'Illinois et en 2004 il devient sénateur national, dans les deux cas avec l'appui de Bill Clinton. En 2007, il décide de lancer sa candidature dans les primaires présidentielles démocrates, avec l'appui de l'influent sénateur Edward Kennedy. Nous connaissons la suite.

Avec son image de "mec noir à succès" il semble, évidemment, beaucoup plus sympathique que la prétentieuse Hillary Clinton ou que l'ancien militaire John McCain. Mais il est très loin d'être un *outsider*, un élément marginal qui aurait gagné du poids au cours d'une dure lutte contre l'appareil du parti démocrate. Au contraire, Obama est un véritable produit de cet appareil, son profil ayant été construit pour servir dans les moments difficiles comme ceux de maintenant.

Croire qu'une éventuelle présidence Obama incarnerait un changement important dans le contenu de la politique américaine, revient à croire que des politiciens impérialistes de carrière, comme Edward Kennedy, et que des entreprises comme Goldman Sachs mettraient leur poids politique ou leurs dollars sur la balance pour soutenir quelqu'un susceptible de devenir, ne serait-ce que partiellement, leur ennemi.

Ses positions politiques

Examinons maintenant les positions de Obama, en considérant le fait que, comme dans tout autre pays, les politiciens américains déguisent leurs véritables positions pendant les campagnes électorales. Dans le cas de nouvelles figures démocrates comme Obama, une loi est généralement appliquée : ils se situent plus à gauche lors des primaires du parti, tournent à droite au cours de la campagne nationale et prennent ce virement à fond en accédant au gouvernement.

a) Les guerres de l'Iraq et de l'Afghanistan

Quand il était sénateur d'Etat, Obama s'est opposé à l'invasion de l'Iraq, un point qu'il a beaucoup exploité dans ses critiques contre Hillary Clinton (qui, elle, a soutenu l'invasion). Sur son site, il a présenté un *Obama's Iraq plan* qui propose le retrait des troupes américaines en 16 mois, en même temps que leur présence serait renforcée en Afghanistan pour gagner cette guerre.¹ Toutefois, son conseiller de politique extérieure a précisé que ce plan était construit sur « le meilleur scénario possible », et qu'il « serait révisé » une fois Obama arrivé à la présidence.²

b) Israël et le Moyen-Orient

Sur ce sujet, Obama a parlé avec une clarté totale, face à la nécessité de gagner l'appui du lobby américain pro Israël, ce lobby d'un grand poids politique et financier qui le regardait avec méfiance. Dans une visite à AIPAC (American Israel Public Affairs Committee), il a déclaré qu'il existe « des liens indestructibles entre Israël et les Etats-Unis ». Ajoutant que « tous ceux qui menacent Israël nous menacent », Obama a promis de mettre à la disposition d'Israël « tous les moyens disponibles pour se défendre contre toutes les menaces venues de Gaza ou de Téhéran ». Aussi, il a affirmé que « la sécurité d'Israël est sacro-sainte et non négociable », et a terminé en disant que « Jérusalem continuera d'être la capitale d'Israël qui doit rester indivisée ». Après ce discours, l'ambassadeur israélien à Washington a déclaré : « le discours que Barack Obama a prononcé devant les délégués d'AIPAC a été très important et encourageant ».³

c) Les crises économiques

Dans un discours prononcé en février dernier, Obama a dit que l'actuelle récession que vit le pays et ses conséquences pour le peuple des Etats-Unis n'étaient pas dues « à des forces hors de notre contrôle ni aux cycles inévitables des affaires », mais aux politiques promues par le gouvernement de Bush.⁴ Cependant, connaître les mesures qu'il va appliquer s'avère bien difficile, son discours ne développant que les critiques contre Bush.

Dans la section *Economie* de son site, Obama affiche la définition suivante : « Je crois que le libre marché a été le moteur du grand progrès de l'Amérique. Il a créé une prospérité qui fait l'envie du monde et permet un niveau de vie jamais atteint dans l'histoire. (...) En cela, nous sommes tous unis : dès présidents de sociétés jusqu'aux actionnaires, dès financiers jusqu'aux travailleurs des usines, nous avons tous intérêt au succès de l'autre, parce que c'est dans la mesure où prospèrent les Américains que prospérera l'Amérique. »⁵ Il n'y a là rien de très concret. Mais que peut-on attendre de quelqu'un qui considère que le « libre marché » est la base de tout, et que les travailleurs des usines « y sont unis » aux chefs d'entreprise, aux financiers et aux actionnaires ?

d) La question des immigrants

Obama a participé aux mobilisations massives des immigrants, le Premier Mai 2006 à Chicago. En 2008, il a écrit : « Deux ans plus tard, notre problème d'immigration continue sans être résolu, et ceux qui veulent le changement devront voter pour lui en novembre. C'est pourquoi aujourd'hui, j'invite ceux qui sont pour le changement à se mettre au travail pour enregistrer des votes dans les mois

à venir. Votre vote est votre décision. »⁶ Autrement dit : « pas question de continuer la lutte, la solution est de m'élire président ». Il est difficile de savoir comment les 12 millions d'immigrant illégaux, sans aucun droit politique, pourront suivre ce conseil.

Dans la même lettre, Obama fait d'autres propositions complètement diffuses : « *Je veux manifester encore une fois mon engagement avec la réforme d'immigration intégrale et je ferai tout mon possible pour apporter de l'ordre et de la compassion à un système qui est aujourd'hui en ruines* ». Toutefois, il est fort probable que, en cas de victoire, il appliquera la même politique proposée par son mentor, le sénateur Edward Kennedy, dans le projet de loi (en accord avec le gouvernement de Bush) du même nom, une loi qui cherche à diviser les immigrants illégaux. Les uns, ceux qui parviennent à démontrer avoir vécu aux Etats-Unis durant plus de cinq ans, pourront-ils aspirer à obtenir la résidence permanente, après un processus très long d'autorisations temporaires avec des conditions très difficiles à accomplir. Et « *en même temps, cela signifie que les autres 5 millions de sans-papiers seront, de fait, expulsés du pays, bien qu'ils puissent solliciter un visa légal depuis leurs pays pour pouvoir retourner aux Etats-Unis. Comme la loi propose un contingent annuel de 325.000 visas provisoires de travail, la majorité, de fait, ne pourra jamais retourner légalement.* »⁷

e) Concernant Cuba

Ici, tout comme dans le cas d'Israël, Obama a cherché ses appuis à droite. En l'occurrence,

après de la Fondation Nationale Cubaine-américaine de Miami, un des secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie cubaine exilée aux Etats-Unis après la révolution de 1959. Dans son discours, Obama a réitéré la vieille formule d'alliance avec cette bourgeoisie, pour que la colonisation américaine puisse un jour retourner à Cuba, et il s'est déclaré pour le maintien de l'embargo commercial : « *Nous nous retrouvons ici dans notre engagement incontournable avec la liberté. Et il est juste que nous le réaffirmions ici à Miami. (...) Ensemble, nous allons défendre la cause de la liberté à Cuba. (...) Il n'y a pas de meilleurs ambassadeurs de la liberté que les Cubains-américains. (...) Je vais maintenir l'embargo. Il nous arme du levier nécessaire pour faire face au régime. (...) C'est ainsi que l'on pourra promouvoir des transformations réelles à Cuba : à travers la diplomatie forte, intelligente et basée sur des principes.* »⁸

f) La question ethnique

C'est un sujet très important. Le « vote noir » a été la base la plus solide du triomphe de Obama dans les primaires démocrates, et il le sera aussi si Obama gagne les élections présidentielles. Cette base électorale a certainement grand



Obama a participé aux mobilisations des migrants le Premier Mai 2006 à Chicago. Maintenant il les invite... à voter pour lui.

espoir qu'un président noir l'aide à

dépasser la situation historique d'oppression et discrimination dont elle souffre. Toutefois, au long de sa carrière politique, il a toujours essayé d'éviter la « question ethnique ». Quand il a dû l'aborder, Obama a relativisé le poids du sujet et revendiqué le progrès de la « société américaine » qui, selon lui, est en train de dépasser ce problème. Par exemple, dans un discours à la Convention Nationale Démocrate de 2004, il a affirmé : « *Il n'y a pas une Amérique libérale et une Amérique conservatrice, il n'y a que les Etats-Unis d'Amérique. Il n'y a pas une Amérique noire et une Amérique blanche, une Amérique latine et une asiatique, il n'y a que les Etats-Unis d'Amérique.* »⁹ Plus récemment, pour prendre distance du pasteur de son église, pour qui le racisme est un composant structurel et historique de la société américaine, il a déclaré : « *L'erreur profonde du révérend Wright n'a pas été de parler du racisme dans notre société, mais d'en parler comme si notre société était statique, comme s'il n'y avait eu aucune avancée, comme si ce pays (...) était encore irrévocablement lié à un passé tragique.* »¹⁰. Mais qu'en pensent les millions de Noirs opprimés qui ont voté Obama, ou les immigrants latins illégaux ?

Pourquoi Obama?

Nous avons vu que Obama appartient au « cœur » du parti Démocrate, donc du système politique de bipartisme, et nous avons tracé une ébauche de ses positions. Nous voulons maintenant analyser pourquoi la bourgeoisie des Etats-Unis, ou certains de ses secteurs, font appel à lui.

L'explication de fond

se trouve dans la crise que l'impérialisme américain vit actuellement sur plusieurs fronts. D'abord, la politique Bush de « guerre contre la terreur », un échec qui se manifeste par le cours défavorable de la guerre en Iraq et en Afghanistan, ainsi que par l'affaiblissement d'Israël après la défaite au Liban et l'impossibilité de soumettre la Bande de Gaza. Dans la région du Moyen-Orient, les Etats-Unis se sont mis dans un bourbier dont ils ne peuvent sortir sans admettre une défaite (ce qui coûterait trop cher à leur rôle de « gendarme mondial »), pas plus qu'ils ne peuvent continuer d'augmenter leur présence militaire sans aggraver la situation.

A cela s'ajoutent, dans une combinaison extrêmement dangereuse pour la bourgeoisie, la récession déjà à l'œuvre dans le pays et la perspective d'une crise économique profonde. C'est-à-dire que, inévitablement, la bourgeoisie USA fera peser une partie du coût de cette crise sur le dos des travailleurs, par le chômage et la diminution des salaires. C'est déjà le cas chez certains géants, comme la *General Motors* qui menace de licencier tous les travailleurs refusant de réduire leur salaire de moitié. La classe ouvrière américaine est, elle, un géant de 120 millions de travailleurs. Au cours de son histoire, cette classe a rarement entrepris de combattre dans l'unité ; mais lorsqu'elle l'a fait, les fondations de l'empire ont tremblé. Et la lutte des travailleurs immigrants, son secteur le plus exploité, pourrait bien être un premier pas vers cette perspective.

En même temps, l'échec de « l'ère américaine » de George W Bush a laissé le parti républicain profondément usé, discrédité et sans figure de rechange (même si,

dans une moindre mesure, le système politique est usé dans son ensemble). Les républicains peuvent difficilement faire face à une situation aussi complexe, difficile, et dont leur propre politique a contribué à créer les contours.

Pour la majorité de la bourgeoisie américaine, il était donc parfaitement clair qu'il faudrait faire jouer l'« alternative démocrate ». Au début, elle avait préférentiellement parié sur la « femme forte », Hillary Clinton. Mais face à l'aggravation de la situation, la bourgeoisie a compris qu'un changement « de visage » plus profond était nécessaire. Dès lors, les possibilités de Obama ont augmenté, comme étant le plus capable de défendre les intérêts de la bourgeoisie dans ce cadre-là.

Un ennemi encore plus dangereux

En résumé, pour essayer d'« endormir » la réaction de leurs victimes, d'importants secteurs de la bourgeoisie impérialiste ont décidé d'utiliser quelqu'un qui, par certains aspects (jeune, noir, de père musulman), peut « être vendu » comme appartenant au même front que les victimes.

Précisément, dans les dernières décennies, ces secteurs bourgeois se sont caractérisés pour avoir présenté de « nouveaux visages » aux élections présidentielles. Ainsi par exemple le « jeune modèle », John Kennedy, après la fin du maccartisme, ou plus tard Bill Clinton, ancien adversaire à la guerre du Vietnam.

Certains journalistes ont tracé une analogie entre Obama et Jimmy Carter, élu président en 1977, après la défaite du Vietnam et la destitution de Richard Nixon. Bien qu'il existe des différences profondes entre ces actuel et ancien candidats, ils ont un point clairement

en commun : leur nécessité de faire face à une crise profonde de l'impérialisme et son système politique, et pour cela, leur besoin de paraître « différents ». Ainsi, par exemple, pendant sa campagne électorale, Carter commençait tous ses discours par cette phrase : « *Je ne suis pas avocat, je ne suis pas de Washington.* »

Mais ces « différences » sont purement formelles et, dans leurs actions concrètes, tous ces gens-là ont toujours défendu jusqu'au bout les intérêts de l'impérialisme américain. Par conséquent, s'il gagne les élections présidentielles, Barack Obama deviendra le pire ennemi, et des peuples du monde et des travailleurs des Etats-Unis. De ce point de vue, rien de nouveau par rapport à Bush, mais Obama serait un ennemi beaucoup plus dangereux parce que capable de dissimuler sa politique derrière son image nouvelle et différente. La conclusion est très claire : si Obama gagne la présidence des Etats-Unis, nous, travailleurs et peuples du monde, devons le combattre de toutes nos forces.

1 Voir www.barackobama.com/issues/iraq

2 Cité par

www.politico.com/blogs/bensmith

3 afp.google.com/article, 4/6/2008

4 Extrait de blogdoalon.blogspot.com, 13/2/2008

5 Voir

www.barackobama.com/issues/economy

6 « Propuesta a los inmigrantes », Gray Brooks, 1/5/2008

7 *Courier International*, 12/4/2006 (www.litci.org).

8 www1.folha.uol.com.br/folha/mundo, 23/5/2008

9 presidenciais2008.wordpress.com/2008/02/03/perfil-de-barack-obama

10 foro.univision.com/univision, 18/3/08

Naissance d'un « trotskysme obamiste » ?

Dans cette même édition, nous avons indiqué que la candidature présidentielle de Barack Obama a donné lieu « à beaucoup de confusion ; une confusion qui va... jusqu'à certains courants de gauche ».

Manifestation claire de cela, l'article *Le phénomène Obama* qui circule sur Internet. Son auteur est Olmedo Beluche, dirigeant du Parti d'Alternative Populaire de Panama et membre d'un courant dont font partie, également, le MES (Movimento d'Esquerda Socialista) du Brésil, le MST (Movimiento Socialista de los Trabajadores) d'Argentine, et l'ISO (International Socialist Organization) des Etats-Unis. Il nous semble important de polémiquer vis-à-vis de cet article, car il recèle un mécanisme de raisonnement qui, déguisé en « tactique marxiste intelligente », conduit à une capitulation totale à la politique impérialiste. Nous ignorons si ces positions sont partagées par l'ensemble des organisations dudit courant, mais nous ne connaissons, jusqu'à présent, aucune publication qui les critique.

L'article part d'une définition qui semble une démarcation claire : « *Ce serait évidemment une illusion vaine et une erreur grave de notre part, de croire que si Obama était finalement élu en novembre, la politique impérialiste des Etats-Unis dans le monde disparaîtrait comme par magie... Lui aussi, il représente un secteur important de l'establishment américain.* »

Ensuite, d'ajouter : « *La victoire démocrate, surtout s'il s'agit de Barack Obama, ne signifiera pas la fin de l'impérialisme yankee, ni de la politique guerrière, et il est probable qu'elle ne signifie pas non plus la fin immédiate de la*

*guerre en Iraq. Mais j'ai l'impression qu'elle représenterait quand même un **changement de nuances**, une atténuation de certaines caractéristiques terribles d'un régime américain qui, après le 11 septembre, incarne une certaine forme de néofascisme* » [c'est nous qui soulignons].

Jusqu'ici, la conclusion est correcte, dans certaines limites. Le triomphe d'Obama représentera « *un changement de nuances* » dans la politique impérialiste, par rapport à celle appliquée par Bush. Mais il conviendrait d'ajouter deux choses. La première : ce « changement » ne serait qu'une adaptation indispensable, pour que l'impérialisme américain puisse faire face aux conséquences de son propre échec politique. La seconde, et comme nous l'indiquons déjà dans l'article principal : les démocrates sont experts en présentation de « nouveaux visages », sans changer quoi que ce soit d'important. De ce point de vue, Obama n'est pas une « nouveauté » mais seulement une des variantes de ce qui est déjà traditionnel dans la politique américaine ; quelque chose que l'auteur de cet article oublie dangereusement.

C'est pourquoi, après une longue diatribe sur la logique hégélienne et la contradiction entre « essence » et « apparence », il nous dit : « *Le discours radical de Obama a catalysé la volonté de millions d'Américains pour "le changement", des millions qui s'opposent à la continuité des "faucons", représentants directs du capital industriel-militaire. Ceci est déjà progressif en soi. Et si Obama n'honore pas ses promesses (ce qui est le plus probable), un grand secteur de l'électorat*

yankee aura donné un pas en avant dans la prise de conscience politique et sera dans de meilleures conditions pour se mobiliser pour les demandes qu'il croit aujourd'hui canalisées par Obama » [c'est nous qui soulignons].

C'est-à-dire que c'est Obama qui, afin de gagner les primaires démocrates, aurait créé un « mouvement objectivement progressiste », dont les exigences soit, le moins probable, seront-elles honorées sous sa présidence, soit produiront-elles un saut dans la conscience et dans la mobilisation des masses. Mais en tout cas, le processus n'entraînerait aucune perte pour les masses ni pour les révolutionnaires. C'est presque incroyable que l'article pose comme possibilité, si minime soit-elle, que Obama puisse honorer ses promesses et mettre en pratique son « discours radical », sous la pression des masses. Autrement dit, qu'il puisse jouer un « rôle progressiste », grâce à la « pression objective » et malgré lui.

Même en laissant de côté un tel postulat, le raisonnement de l'article reste toujours totalement faux, n'a rien à voir avec les faits. D'abord, Obama n'a créé (ni « catalysé ») aucun mouvement ; le mouvement existait déjà dans les faits : dans les mobilisations contre la guerre, dans la chute très importante du soutien du peuple américain au gouvernement, dans les mobilisations des immigrants, dans les premières grèves ouvrières, etc.

Précisément, Obama est celui que la bourgeoisie impérialiste a choisi pour freiner ce mouvement et empêcher qu'il ne prenne de l'ampleur, et ce, en le sortant de la rue pour le conduire dans l'impasse des élections. L'auteur

semble avoir oublié toutes les leçons de l'histoire. Certes, il n'est pas impossible que les masses fassent une expérience avec Obama et avancent ainsi dans leur conscience et leur mobilisation. Mais il est surtout possible, et c'est le principal danger aujourd'hui, que Obama parvienne à « endormir » leur conscience et à faire avorter le processus.

En tout cas, c'est la tâche qu'on lui a assignée. C'est pourquoi Obama a reçu le soutien de politiciens impérialistes de carrière, comme Edward Kennedy et Zbigniew Brzezinski, et l'appui financier des grandes entreprises. Penser que ces gens ont mis leur poids politique et leur argent au service, ne serait-ce qu'« objectif », de la construction d'un « mouvement progressiste » qui se retournerait contre eux, constitue non seulement un abus dialectique mais aussi une insulte à l'intelligence des impérialistes.

Mais l'auteur est conséquent jusqu'à sa conclusion : « *J'ai l'im-*

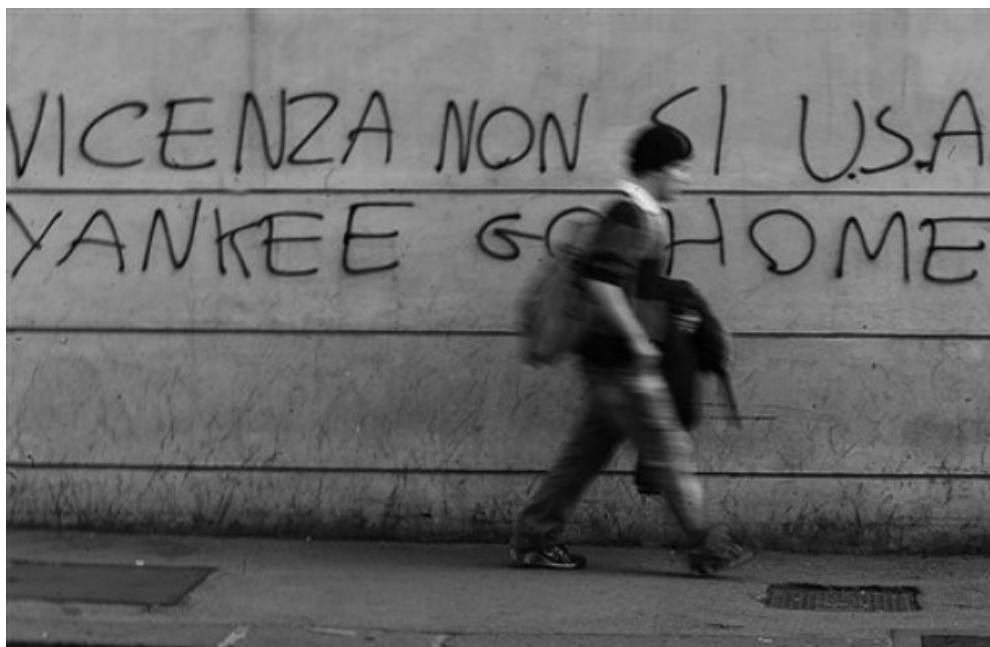
pression que, face à ces élections, l'un et l'autre ne sont pas la même chose, et qu'il faut parier sur la défaite des républicains. Même sous risque d'être accusé d'opportunisme, si le système yankee était à deux tours, je proposerais ouvertement à la gauche américaine (...) un vote critique Obama contre McCain. »

Jusqu'à présent, beaucoup de courants avec un passé trotskyste avaient utilisé le raisonnement du « objectivement progressiste » pour justifier leur capitulation et leur appui, par exemple, aux gouvernements bourgeois de Chávez au Venezuela, Evo Morales en Bolivie et Correa en Equateur, ou leur soutien électoral à monseigneur Lugo au Paraguay. Dans ces cas-là, ils avaient au moins l'excuse qu'il s'agissait de gouvernements de pays coloniaux et en « friction avec l'impérialisme », ou qu'il s'agissait de « mettre en échec le Partido Colorado ».

Avec cette proposition-ci, l'auteur fait un saut qualitatif : celui de

chercher des « nuances » au sein de l'impérialisme, entre les « faucons » et les « colombes ». Une logique utilisée, jusqu'à présent, seulement par le stalinisme pour justifier des accords à long terme de l'ancienne URSS, avec les « impérialismes démocratiques » contre « les impérialismes guerriers », ou avec « les ailes démocratiques de l'impérialisme » contre « les ailes belliqueuses ».¹ Certains soi-disant « trotskystes », et leur abandon des principes révolutionnaires, nous ont déjà habitués à des capitulations permanentes. Sur ce chemin, cependant, capituler à l'impérialisme américain, c'est aller trop loin. Comme disait Don Quijote de La Manche : « *Des choses tu verras, Sancho, que tu ne croiras pas* ».

¹ C'était, par exemple, la base pour justifier les fronts populaires avec des secteurs de la bourgeoisie impérialiste en Europe dans la décade de 1930, ou pour soutenir Roosevelt aux Etats-Unis.



La base militaire des Etats-Unis à Vicenza (Italie) n'est pas la bienvenue.

Une renaissance des luttes en Californie

Après une introduction plus générale sur les luttes aux Etats-Unis et les limites imposées par la bureaucratie syndicale, une camarade de la LIT-QI dans ce pays nous trace un panorama des luttes récentes d'un secteur d'avant-garde. Nous reproduisons ici cette deuxième partie, légèrement abrégée. L'article complet est disponible sur notre site internet www.lct-cwb.be, rubrique Autres thèmes / International. .

Les travailleurs du nettoyage

Depuis les années 2000 on constate une reprise des luttes dans certains secteurs, en particulier dans celui des travailleurs du nettoyage, dont le dernier épisode est la grève de mai 2008 dans le nord de la Californie. Les travailleurs du nettoyage aux Etats-Unis sont majoritairement syndiqués au SEIU (Service Employees International Union), syndicat qui regroupe aujourd'hui plus de 2 millions de travailleurs,¹ dont la moitié travaillent dans le secteur de la santé (soins hospitaliers et assistance à domicile), mais qui regroupe aussi quelques travailleurs du secteur public et surtout le personnel de nettoyage et de sécurité dans le secteur privé. Ce syndicat fut fondé en 1921 à Chicago pour organiser les travailleurs des buildings qui nettoyaient les bureaux, lavaient les vitres et géraient les ascenseurs. Depuis il n'a cessé de croître en intégrant aussi le personnel médical et d'autres secteurs. [...]

Les travailleurs du nettoyage en Californie sont pour l'immense majorité d'entre eux des immigrants originaires du Mexique et de l'Amérique Centrale. En effet, il faut savoir qu'en Californie la population d'origine hispanique représentait 32% en 2000, elle représente environ 35,9% en 2006,² et les projections démographiques estiment qu'en 2020 elle sera 41% et 52% de la population de l'Etat en 2050.³ Par ailleurs, le secteur du nettoyage comporte une population à plus de 50% féminine. Il s'agit donc là d'un des secteurs de la classe ouvrière les plus exploités (les travailleurs immigrés constituent par excellence la réserve de main d'œuvre pour les contrats précaires) et les plus opprimés (ces travailleurs sont victimes du sexisme, du ra-

cisme et de la ségrégation sociale). Si eux travaillent souvent avec de vrais papiers, leurs amis, voisins et familles sont souvent des immigrants illégaux, qui travaillent au noir ou avec de faux papiers, qui sont traqués par la ICE⁴ (brigades policières spécialisées qui font la chasse aux sans-papiers) et qui ont participé aux luttes pour la régularisation des sans-papiers et aux manifestations du premier mai depuis 2006.



Les luttes

Depuis 1985 les travailleurs du nettoyage mènent la campagne « Justice for Janitors » pour augmenter leur salaire et pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie. Une des luttes les plus importantes eut lieu à Los Angeles en 2000, quand les travailleurs de la branche sud du local 1877 (qui représente 8 500 travailleurs) se mirent en grève pour obtenir une hausse de 1\$ par heure chaque année pour les 10 ans à venir. Devant la réponse négative des compagnies du quartier d'affaires de Century City d'accepter leurs revendications, une grève très dure éclata qui dura jusqu'à 3 semaines. Finalement les travailleurs arrachèrent avec peine une augmentation salariale de 25 %, inédite dans le

secteur. Ils obtinrent la plus grande avancée sociale depuis 20 ans dans la branche.⁵ Cette confrontation et cette victoire historiques inspirèrent le cinéaste britannique Ken Loach qui réalisa en 2000 le film *Bread and Roses* retraçant cette lutte.

Le dernier épisode d'envergure, dans le cadre d'une reprise des luttes dans ce secteur, s'est produit à la fin du mois de mai 2008 dans la Bay Area près de San Francisco. Elle répondait à une attaque des entreprises de sous-traitance du nettoyage sur les droits, déjà maigres, des travailleurs, en particulier, et encore une fois, sur l'assurance médicale. Les compagnies proposaient une hausse salariale ridicule de 1 \$ pour les 10 ans à venir, soit 10 centimes de l'heure par an, (sachant que le premier salaire de ces travailleurs est de 8,50 \$ de l'heure et qu'ils doivent attendre 3 ans pour atteindre le salaire de base de 11,50 \$). Elles voulaient aussi « geler » leur contribution aux mutuelles privées de santé (puisque aux Etats-Unis il n'y a pas de sécurité sociale, et c'est l'employeur qui doit payer une partie ou la totalité d'une mutuelle privée, selon les contrats), du fait de l'annonce de la part de ces mutuelles d'augmenter considérablement les coûts des soins et des assurances santé pour les années à venir. C'était, dans la pratique, laisser les travailleurs sans protection médicale étant donné que leurs salaires de misère ne suffiraient pas à combler le coût des augmentations à venir.

Une victoire

Pour répondre à cette offre insultante, les travailleurs du nettoyage du Nord de la Californie syndiqués au local SEIU 1877, dont la branche nord (Bay Area) compte environ 6 000 membres, se sont réunis à

San José le 17 mai à l'appel de leur syndicat, une fois toutes les tentatives de négociation et de médiation (imposées par la loi) épuisées. Ils étaient 1 400 délégué(e)s du personnel et travailleurs de base, et ils ont voté très majoritairement la grève avec des piquets de 24 heures sur les principaux sites pour éviter l'entrée de briseurs de grève aux heures les plus insoupçonnées. Leur grève a duré neuf jours et ils ont fait plier les différentes compagnies qui ont fini par faire une nouvelle proposition de contrat au syndicat. Cette proposition contenait une couverture partielle de la hausse des frais de santé, une augmentation salariale de 2,4 \$ de l'heure répartie sur 4 ans (soit 0,60 \$ par an) et la réduction du temps d'attente pour être couvert par l'assurance santé. En effet, auparavant il fallait avoir travaillé dans l'entreprise pendant deux ans de façon continue pour avoir droit à l'assurance, et pendant 4 ans pour que l'assurance englobe la famille. Le nouveau contrat réduit le temps d'attente à 1 et 2 ans respectivement.

La sous-traitance

Cette grève a été très importante non seulement par son envergure, mais aussi par son implication stratégique. Elle a touché indirectement les sièges et les bureaux de certaines des plus grandes multinationales américaines spécialisées dans les nouvelles technologies comme Google, Cisco Systems, Apple Computers et Hewlett-Packard qui ont leur siège dans la Silicon Valley californienne. Ci-contre les profits enregistrés par ces compagnies en 2007 et leur classement dans l'économie américaine selon la revue financière *Fortune*.

Cependant les travailleurs du nettoyage n'ont pas affaire directement à ces grandes multinationales, mais à des entreprises de sous-traitance des services, ce qui rend la lutte plus compliquée, car ces dernières arguent toujours qu'elles n'ont que l'argent que leur donnent leurs donneurs d'ordre, et que leur marge de manœuvre économique est faible.

Mais ceci n'est pas tout à fait vrai car une très grande partie des travailleurs est employée par une seule entreprise, ABM, qui est devenue un grand groupe spécialisé dans la sous-traitance et dont la taille et les profits égalent parfois les entreprises qui ont recours à ses services. ABM est classée au 694ème poste par *Fortune* et elle a fait 93 millions de dollars de profits nets au cours de l'année fiscale 2007. Il y a là, semble-t-il, de quoi permettre une augmentation salariale considérable et une bien meilleure assurance de santé à ses travailleur(euse)s sans même mettre en danger le gain de profits !

Entreprise	Profit net 2007 mds \$	Classe- ment <i>Fortune</i>
Hewlett-Packard	7,26	14
Cisco Systems	7,33	71
Apple	3,50	103
Oracle	4,27	137
Google	4,20	150
Adobe	0,72	651

Les travailleurs ont donc obtenu une victoire importante, mais une victoire partielle, car ils avaient réussi à établir un rapport de forces où ils auraient pu demander des augmentations bien supérieures et surtout une augmentation des congés de vacances, limité à 4 jours par an aujourd'hui. Il faut rappeler que pour l'année 2007, l'inflation générale a été de 4,1% (1,6% pour 2006), c'est la plus forte montée des prix depuis 1990,⁶ et il faut surtout préciser la répartition de cette inflation : la montée du prix de l'essence a été de 17,4% et celle des biens alimentaires de 4,9%. La lutte pour la hausse des salaires n'est donc pas un libre choix, mais une priorité de survie

pour ces travailleurs qui cumulent souvent deux voire trois emplois pour payer leur loyer et se nourrir.

Un secteur d'avant-garde

La lutte des travailleurs immigrés californiens est d'une importance majeure, car elle est le signe d'un réveil du secteur le plus opprimé de la classe ouvrière, secteur qui tend à devenir majoritaire dans certains Etats, qui est largement moins manipulable à travers le discours nationaliste et militariste du gouvernement Bush, qui subit quotidiennement la répression policière et les rafles, qui met en échec le programme des candidats démocrates, en particulier sur le point de la lutte contre l'« immigration illégale » et le renforcement de la militarisation des frontières (point où le programme des deux candidats se rejoint parfaitement), qui affirme par ses origines le caractère internationaliste de la lutte contre l'impérialisme et qui a beaucoup moins d'illusions dans la démocratie bourgeoise étasunienne puisqu'il reste majoritairement exclu du droit de vote et du reste des droits civils. Nous faisons le pari qu'il est probable qu'à travers les luttes de ces travailleurs, la classe ouvrière des Etats-Unis retrouve un nouveau souffle pour relancer un bras de fer avec la bourgeoisie la plus riche du monde qui affronte une nouvelle crise historique.

¹ www.seiu.org/about/fast_facts/index.cfm

² <http://factfinder.census.gov>

³ www.dof.ca.gov/HTML/DEMOGRAPH/ReportsPapers/Projections/P1/P1.php

⁴ Les sigles correspondent à Immigration and Custom Enforcement, ce corps a été créé en 2002 lors de la Homeland Security Act en réponse aux attentats de l'année précédente. Elle dépend du Département de la Sécurité Intérieure.

⁵ Los Angeles Times, 25 avril 2000 www.commondreams.org/headlines/042500-02.htm.

⁶ www.msnbc.msn.com/id/22681319/

Une directive européenne permet de prolonger la durée de travail hebdomadaire jusqu'à 65 heures

Voici une Déclaration de la **Ligue Internationale des Travailleurs** - Quatrième Internationale sur cette directive

L'Union Européenne, laissant tomber son masque de « modèle social du continent », prétend imposer un recul historique aux travailleurs. Aussi, la directive citée dans notre titre, déjà approuvée à l'unanimité par les différents ministres du travail, se trouve actuellement en cours d'examen au Parlement européen. Tout comme pour la Directive du Retour (ou « de la honte »), on justifie cette nouvelle disposition en la qualifiant de directive « de garantie », parce qu'elle « garantit » une durée maximale du temps de travail hebdomadaire, à savoir, 65 heures. Le problème c'est qu'une telle durée nous ramènerait tout droit au 19^{ème} siècle, avec des journées de 10 à 12 heures, 6 jours par semaine.

Ce n'est qu'après la longue lutte de la classe ouvrière pour les 8 heures, et à la chaleur de la vague de grandes mobilisations suscitée par la boucherie de la Première Guerre Mondiale, qu'en 1917 l'OIT accepta, enfin, une durée hebdomadaire maximale de 48 heures, disposition actuellement en vigueur dans l'UE. Or, **la nouvelle directive permet de passer de 48 à 60 heures hebdomadaires, voire à 65 heures pour les secteurs devant effectuer des temps de garde**, comme celui de la santé. Il suffit, pour ce faire, que le chef d'entreprise et le salarié concluent un « accord » individuel. En outre, cette « garantie » ne sera appliquée qu'aux contrats de travail signés pour une période de plus de 10 semaines ; ceux d'une durée inférieure, ne bénéficieront même pas d'une limitation légale du temps de travail.

En outre, en instaurant comme seule condition celle d'un « accord » individuel entre le travailleur et le chef d'entreprise, cette directive **détruit une autre conquête phare des travailleurs : la négociation collective et la représentation syndicale**. L'« accord » entre le salarié et le chef d'entreprise n'est qu'une fiction criminelle, puisqu'on fait mine de considérer que les deux parties sont à égalité de conditions :

comme si le travailleur pouvait, individuellement, choisir de refuser l'augmentation du temps de travail que lui impose le chef d'entreprise !

La véritable nature de l'UE, démasquée

Dès que les effets de la crise économique ont commencé à apparaître, au lieu de réduire le temps de travail, interdire le recours aux heures supplémentaire, avancer l'âge de retraite, etc., afin de garantir les emplois et les salaires, la UE, en bon et fidèle instrument de l'impérialisme européen, s'est-elle précipitée dans le sens inverse, en supprimant les droits des travailleurs pour garantir les bénéfices des capitalistes.

D'ores et déjà, **le traité de Lisbonne** a obtenu un NON au referendum en Irlande. Mais les gouvernements ne veulent pas risquer de nouvelles défaites comme celles qui, en France et en Hollande, ont fait capoter la Constitution Européenne en 2005. La population européenne réalise, chaque jour de plus, que le bien-être social promis par l'UE n'est qu'un mensonge derrière lequel se dissimule le véritable caractère de cette organisation. Aussi, sur le traité de Lisbonne, les enquêtes montrent que, au Royaume-Uni, la majorité de la population souhaite un referendum..., à l'occasion duquel elle voterait contre.

Le Traité de Lisbonne, **la Directive Bolkenstein** (celle-ci commence déjà à s'appliquer, grâce à des décisions de justice favorables aux entreprises embauchant des ressortissants de pays à plus faibles salaires), **la Directive du retour** (qui permet la détention arbitraire, jusqu'à 18 mois, des travailleurs émigrés sans papiers), **le plan de Bologne ou de PISE** (qui privatise l'enseignement), voilà les bornes qui ont conduit jusqu'à la Directive des 65 heures. L'adoption de cette dernière, signifierait un recul historique pour la classe ouvrière européenne, celle ayant conservé le plus de droits à ce jour. Et ce,

grâce à l'organisation et à la mobilisation dont cette classe a été le protagoniste, pendant les deux derniers siècles.

Ceux qui promettaient des avancées sociales grâce au capitalisme, tout en déclarant la mort du socialisme, nous « offrent » maintenant de **reculer et retourner au 19^{ème} siècle**. Les journées interminables, les salaires de misère et la perte des conquêtes sociales (éducation, santé, retraites...) : voilà ce qu'ils entendent nous imposer, pour que les multinationales puissent continuer à augmenter, d'année en année, leurs bénéfices.

La nécessité d'une grève générale européenne

Il est pour le moins surprenant que, face à une telle attaque, les principales directions syndicales se soient-elles limitées à la simple critique verbale, au lieu **d'organiser de manière immédiate une réponse continentale. Une réponse qui ne peut être autre que celle de la Grève Générale à l'échelle de l'UE**. Un des secteurs le plus touché, les médecins, a dû prendre, de lui-même, l'initiative d'envisager une grève sectorielle générale, à l'échelle de l'Europe, si la Directive est approuvée.

Il faut organiser un grand mouvement pour obliger les centrales syndicales à appeler à toutes mobilisations nécessaires, et surtout à la grève générale, si la Directive des 65 heures n'est pas retirée. Il faut que tous les secteurs d'opposition aux bureaucraties syndicales se mobilisent de façon unitaire, et au niveau continental, pour organiser la réponse. Une réponse que les centrales bureaucratiques (unies au sein de la CES, Confédération Européenne de Syndicats), refusent d'organiser.

Le NON irlandais

Le 12 juin, les travailleurs irlandais ont rejeté par référendum le Traité de Lisbonne, dit « traité simplifié ». Par un « non » à 53,4% les travailleurs d'Irlande se sont prononcés dans le même sens que ceux des Pays-Bas et de France, il y a trois ans. Le « non » a été massif dans les quartiers ouvriers de Dublin, dépassant même les 60%. La participation au vote, qui peut sembler faible avec 53%, est pourtant vingt points supérieurs à ce qu'elle fut lors du rejet du traité de Nice, en 2001. Les travailleurs irlandais n'ont pas été dupes de la manœuvre : ce « mini-traité » est une simple copie du Traité constitutionnel européen (TCE). Ils ont donc voté non.

Voici un commentaire de nos camarades de la section française de la LIT-QI.



Ce nouveau « non » aggrave la crise institutionnelle de l'UE (Union Européenne) et va naturellement renforcer les tendances centrifuges en son sein. Certains gouvernements qui n'ont pas encore ratifié le Traité de Lisbonne avancent maintenant « sur des œufs ». Le « non » irlandais est un nouveau revers pour les tenants d'une Europe enfermée dans le carcan de « la concurrence libre et non faussée ». C'est aussi un revers personnel pour N. Sarkozy, à l'origine du recyclage du TCE en « traité simplifié ». Un revers hautement symbolique, alors que l'impérialisme français s'apprête à prendre la présidence de l'UE, pour six mois, à partir du premier juillet. C'est surtout un rejet de l'Europe de Maastricht, que le traité de Lisbonne est sensé réaffirmer, renforcer.

Le plombier polonais

Le traité de Maastricht a été adopté en 1992 sur la base d'un chantage, plus précisément d'une menace et d'une double promesse. Accepter Maastricht, c'était assurer la paix en Europe, nous disait-on. Accepter Maastricht, c'était aller vers le progrès social et le renforcement de la démocratie au sein des institutions européennes, ajoutaient les thuriféraires de l'Europe capitaliste. Le bilan est édifiant, que l'on en juge.

La Paix ? Les capitalistes ont dépecé la Yougoslavie par la guerre. L'Albanie, le Kosovo et la Macédoine ont été occupés militairement par les impérialistes qui ont plongé ces pays dans le chaos. La Serbie a été contrainte d'accepter un « plan de paix » qui parlait surtout de « marché libre » et de tribut à verser à l'OTAN. Tout en détournant pudiquement les yeux de la Tchétchénie de Putine et de Medvedev, les « puissances européennes » portent la guerre en Afrique, au Proche-Orient ou en Asie centrale, tantôt sous l'égide d'une OTAN agressive, tantôt derrière le paravent bien pratique des résolutions de l'ONU. Voilà pour la paix de Maastricht.

Le progrès social ? Les services publics sont privatisés ou démantelés, l'un après l'autre, pour faire place à des entreprises capitalistes qui visent la rentabilité maximale. La santé et l'éducation sont en passe de suivre la même voie, définies par l'OMC et l'OCDE comme « marchés du 21^{ème} siècle ». Les droits sociaux, la protection sociale et les garanties collectives sont attaqués les uns après les autres.

Ainsi, la directive approuvée par le Conseil des ministres européen, la veille du vote irlandais, porte la **durée de travail à 65 heures par semaine**, sous prétexte de « faire de l'UE la région du monde la plus compétitive ». De même, la « directive retour », anti-immigrés, votée par le Parlement européen le 18 juin, prévoit de **porter les délais de « réintégration » à... dix-huit mois !**

Le plombier polonais est contraint d'abandonner sa famille pour devenir un quasi-esclave dans la banlieue de

Londres. Le travailleur roumain trime sur les chantiers du bâtiment en Italie ou en France, où il subit quotidiennement les vexations d'institutions racistes ou la violence des mafieux. La prostituée bulgare pourvoit aux plaisirs de hauts fonctionnaires européens à Bruxelles ou à Strasbourg. Peut-être est-ce là un idéal, pour F. Bolkestein, défenseur de la déréglementation du secteur des services ? Voilà pour le progrès social de Maastricht.

La démocratie ? On le voit, les mesures contre les travailleurs pleuvent sans que la crise institutionnelle de l'Union Européenne ne freine l'ardeur de la Commission ou du Conseil des ministres. La bourgeoisie viole sa propre légalité et piétine ses « principes » avec la même ardeur qu'elle met à les réaffirmer, fièrement, la main sur le cœur et près du portefeuille. Ainsi, des directives non transcrites dans le droit national des états membres, s'y appliquent-elles tout de même. Ainsi, en février 2008, des parlementaires entérinent à 75%, une politique rejetée à 55% trois ans auparavant, par référendum.

Précisons que les Irlandais ont été consultés deux fois sur le traité de Nice : la première fois, ils ont répondu « non », la seconde fois, « oui ». Les Danois, eux, se sont prononcés deux fois par « non » sur le Traité de Maastricht. Ne serait-ce la crise institutionnelle de l'UE, gagnons qu'ils auraient à nouveau été appelés à adopter l'Euro et les critères « démocratiques » qui vont avec...

De nombreux partisans du « oui » étalent désormais ouvertement leurs conceptions aristocratiques à propos « du peuple qui ne comprend rien », précisant qu'il vaudrait mieux ne pas le consulter sur des sujets aussi graves... L'amalgame à la mode stalinienne coule à torrents de la plume des « libéraux » et des « démocrates », qui dénigrent les tenants du « non » les qualifiant d'« alliés objectifs » des « néocons » étasuniens ou de forces politiques xénophobes, voire racistes.

L'Europe est en marche vers l'avenir radieux du capitalisme, sous la houlette du Grand timonier J. M. Barroso ! Voilà pour la démocratie de Maastricht.

Il faut donc s'attendre à ce que nos « démocrates » ne s'arrêtent pas en si bon chemin, les sociaux-

démocrates patentés volant déjà au secours de l'UE malade. L. Joffrin, du quotidien *Libération*, y est allé d'une proposition de « référendum européen » basé sur une déclaration de principe : « voulez-vous continuer ou non ? ». Bien entendu, tout dépend de la question posée, précise-t-il au micro de *France Infos (Duel du jour : le Non irlandais, le 16 juin 2008)*.

Un plébiscite européen doublé d'un chèque en blanc à la Commission et au conseil des ministres européens, voilà un des lapins qui pourrait sortir, demain, du chapeau de l'illusionniste de l'Elysée. Cependant, au-delà des querelles sur la responsabilité de tel commissaire européen ou de tel chef de gouvernement, N. Sarkozy doit voir dans le « non » irlandais un échec personnel, comparable au camouflet reçu de la part de son ami Kadhafi, à propos de l'union pour la Méditerranée.

Le métal roumain

A un an des élections pour le Parlement européen, quel que soit le scénario conçu par les politiciens pro-capitalistes de l'UE, le « non » irlandais complique singulièrement la donne, car ce référendum s'est déroulé dans un contexte de montée du mécontentement ressenti par des larges couches de la population en Europe. En effet, après les licenciements massifs et les délocalisations, ouvriers, employés, pêcheurs, pay-

ration capitaliste.

Les attaques incessantes contre les travailleurs tendent à provoquer, dans toute l'Europe, une riposte unifiée de la part des travailleurs. En effet, après la grève des mineurs de Budryk en Pologne, l'hiver dernier, la grève de Dacia démontre qu'un tel mouvement est en train d'unifier la classe ouvrière des deux parties de l'Europe, ce continent divisé par Yalta de 1945 à 1989.

Un « non » à Maastricht

Les travailleurs irlandais ont en quelque sorte saisi, plus ou moins consciemment, que la prospérité de l'Irlande basée sur les subventions européennes, combinées au dumping social et fiscal, ne signifie pas la prospérité de chaque ouvrier irlandais. De même que la prospérité de l'Europe masque une réalité bien plus sombre : la dégradation des conditions de vie et même

l'appauvrissement de larges couches de la population ; ainsi, par exemple, l'exploitation de travailleurs sans papiers à la merci des capitalistes.

Il y a un fil conducteur, qui va du double « non » de 2005 au « non » de 2008, qui passe par Dacia, par Arcelor-Mital et par Airbus. Un fil qui pose comme **une exigence l'abrogation du traité de Maastricht et de toutes les directives contre les travailleurs, les jeunes, les femmes, les immigrés**, directives prises au nom de l'unité de l'Europe contre les travailleurs d'Europe et au profit de l'Europe des capitalistes. **La directive portant la durée du travail à 65 heures hebdomadaires et la directive dite du « retour » contre les travailleurs immigrés doivent être immédiatement et définitivement retirées.**



sans, etc. prennent très mal les hausses de prix consécutives à la frénésie spéculative sur les produits alimentaires et sur l'énergie.

Bien éloignés des débats entre secteurs de la bourgeoisie sur « l'Europe puissance ou l'Europe impuissance », ce mécontentement et ces mobilisations de travailleurs, ouvriers et employés, mais aussi maintenant de couches sociales se rattachant à la petite bourgeoisie, traduisent une tension exacerbée entre les classes, un aiguïsement de la lutte des classes à l'échelle du continent, dont la grève des travailleurs de Dacia est emblématique. La grève déterminée des travailleurs de la filiale roumaine de Renault et le recul de la transnationale de l'automobile, ont-ils montré la voie à toute l'Europe et, significativement, à toute l'Europe centrale, dans des pays où la classe ouvrière, après avoir subi le joug du stalinisme, a payé au prix fort la restau-

Abrogation des lois « antiterroristes » !

Le vendredi 6 juin, la police belge a inculpé 4 militants de l'organisation Secours Rouge, Bertrand Sassoye, Constant Hormans, Wahoud Fayoumi et Abdallah Ibrahim Abdallah, pour leurs supposés liens avec une organisation italienne, le Partito Comunista Politico-Militare, qualifiée de terroriste par les autorités italiennes et belges. L'opinion publique avait déjà été alerté depuis la veille, avec la remise en prison de Pierre Carette, figure publique des Cellules Communistes Combattantes (CCC), pour « non-respect de sa remise en liberté conditionnelle ». Entre-temps, tous ces militants ont été libérés, sauf Bertrand Sassoye.

Pour « notre » gouvernement, il s'agit manifestement de déclencher un climat de peur en ravivant le souvenir des CCC en Belgique, climat propice à la répression contre les militants entre autres du Secours Rouge, une organisation qui lutte pour la libération des prisonniers politiques.

Toute cette rage contre des militants se fait sur la base d'une loi « antiterroriste », mise en chantier au niveau européen à peine quelques jours après les attentats du 11 septembre 2001 et que le Parlement belge a transposé sans discussion en Loi nationale le 19 décembre 2003, à la quasi-unanimité. Cette loi introduit les concepts d'« infraction terroriste » et de « groupe terroriste ». Une infraction devient terroriste - et de ce fait passible de peines beaucoup plus lourdes - lorsqu'elle peut, « de par sa nature ou son contexte, porter gravement atteinte à un pays ou une organisation internationale et est commise intentionnellement dans le but d'intimider une population ou de contraindre indûment des pouvoirs publics ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte, ou de gravement déstabiliser ou détruire les structures fondamentales politiques, constitutionnelles, économiques ou sociales d'un pays ou d'une organisation internationale. » D'autre part, la simple appartenance à un groupe qualifié de « terroriste » devient aussi un crime. Le 6 novembre 2007, la Commission Européenne a encore

renforcé cette directive avec de nou-



velles dispositions visant à incriminer « la provocation publique à commettre une infraction terroriste ». Tout cet arsenal législatif est complété par une série de mesures « portant des modifications diverses au Code d'instruction criminelle et au Code judiciaire en vue d'améliorer les modes d'investigation dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité grave et organisée. » (Loi du 27 décembre 2005).

Les arrestations ont été pratiquées suivant ces « méthodes spéciales d'investigation ». Il s'agit de perquisitionner, d'interpeller, d'inculper quelqu'un sans autre motif qu'un lien quelconque présumé avec une « organisation terroriste ». La mobilisation solidaire a obtenu finalement la libération de la plupart des militants. Mais la mobilisation doit continuer, non seulement pour obtenir aussi la libération de Bertrand Sassoye, mais surtout pour dénoncer ces lois « antiterroristes » et en obtenir leur abrogation. Ces nouvelles méthodes d'enquête constituent une atteinte grave aux « droits fondamentaux ». L'Etat prétend arrêter et juger tout membre d'une organisation qui ose

le critiquer, sous prétexte que celle-ci a des activités qu'il qualifie de « terroristes ».

L'Etat belge maintient des familles entières en prison pour le seul motif d'être né au mauvais endroit, accueille le siège de l'OTAN qui fait des milliers de victimes sous ses bombes, fait la guerre en Afghanistan et au Liban, et entretient de très bonnes relations avec l'Etat sioniste

d'Israël qui fait de la répression contre le peuple palestinien sa politique d'Etat... Alors de quel droit l'Etat belge peut-il traiter quelqu'un de terroriste ?

Il s'agit d'une criminalisation délibérée de militants politiques au nom de cette supposée « lutte contre le terrorisme », par laquelle le gouvernement crée artificiellement un climat « d'insécurité » propice à la répression des luttes et à notre liberté d'association et d'expression, ce qui est particulièrement inquiétant à l'heure où une attaque généralisée de nos acquis est en cours et que les travailleurs commencent à descendre dans la rue pour défendre leur pouvoir d'achat.

En dernière instance, ces lois visent tous ceux qui osent mettre en question les privilèges d'une minorité, la classe bourgeoise, au détriment de l'immense majorité, les travailleurs. Ce sont les luttes de notre classe, les luttes des travailleurs, qui sont visées. Et il est urgent que les travailleurs et leurs syndicats se mobilisent contre ces lois antiterroristes.

Nous dénonçons ces arrestations et exigeons la libération immédiate de tous les militants emprisonnés, ainsi que de tous les prisonniers politiques.